

“Que sont les conventions collectives ?”

Je viens donc vous parler des conventions collectives, dont moi-même, je l'avoue, je n'ai découvert l'existence qu'à 25 ans, lors de mon premier emploi dans une entreprise privée. Rassurez-vous, depuis j'en ai acquis une certaine expérience, et même une expérience certaine. Parler des conventions collectives peut être très simple, si l'on ne fait qu'expliquer qu'il s'agit d'un accord entre organisations d'employeurs et organisations de salariés qui définit les conditions de travail, de sécurité (hygiène et sécurité), de rémunération, etc., qui fait partie obligatoirement du contrat de travail conclu entre chaque salarié et son employeur. C'est plus compliqué si on veut en comprendre la genèse et les modalités de mise en œuvre.

Puisqu'une convention collective couvre une profession, il faut que les interlocuteurs qui en discutent soient habilités à représenter d'un côté les employeurs, de l'autre les travailleurs. Les deux camps doivent donc s'organiser, et leurs organisations doivent bien sûr être considérées comme « représentatives ». C'est la loi qui fixe les critères de représentativité. Je ne développerai pas ce point de la représentativité, car il demanderait un long exposé historique. Peut-être pourrons-nous en traiter une prochaine fois, car c'est un sujet intéressant, d'autant que la récente loi de 2008, ouvertement antisyndicale, marque en la matière une régression invraisemblable avec un retour au 18e siècle.

Et si aujourd'hui nous avons des conventions collectives, notamment depuis la loi du 11 février 1950, il faut en comprendre la genèse, le pourquoi et le comment. Il faut donc bien que je vous en parle. Et d'abord, pour négocier, il est évident qu'il faut des organisations pour les patrons et pour les travailleurs. Ce n'est pas aussi évident que pourrait le faire croire le contexte actuel. Ces organisations ne se sont constituées ni facilement, ni il y a très longtemps. Ce n'est qu'à la fin du 19e siècle, avec la loi de 1884, que les salariés ont pu véritablement constituer des syndicats officiels et reconnus. Et ce n'est qu'en 1919 qu'a pris timidement naissance la notion de convention collective.

“Qu’est-ce que la géographie ?”

La géographie est une discipline universitaire qui étudie la terre (du grec géo =terre et graphie = étude)

La géographie est une science qui a une méthodologie, des outils d’analyse, des thématiques et concepts (représentation abstraite d’un objet d’étude) de prédilection.

Les outils d’analyse sont la carte (topographique, thématique, analytique), le schéma, le document statistique ou le texte de littérature.

Les concepts clés sont par exemple le paysage, le territoire, l’espace, l’échelle.

Il n’existe pas une géographie mais des géographies. On distingue classiquement deux catégories. La géographie physique et la géographie humaine.

La géographie physique étudie le milieu naturel, le paysage au sens large. Elle se compose notamment de la géomorphologie (étude de la dynamique et de la structure des sols), la géoclimatologie, l’hydrologie. La géographie humaine étudie l’écoumène, (les régions habitées par l’homme). Dans cette veine, on trouve entre autres la géographie rurale, urbaine, la géopolitique, la géographie des territoires.

On pourrait ajouter la géographie « mathématique » avec la cartographie (système de projection, l’étude de la relation de la terre / lune, la télédétection) ou de la géomatique (géographie et informatique) qui analyse le territoire à l’aide des bases de données géolocalisées.

Que fait la géographie ?

Elle propose une lecture des réalités sociales. « Il n’y a pas

de vie et de société humaine sans spatialité, et donc pas de société et de vie humaines sans géographie » (M. Lussault).

La géographie n'est pas l'apanage du géographe. Lorsque Claude Lévi-Strauss étudie l'organisation sociale des Bororos, amérindiens du Brésil, dans « Tristes tropiques », l'ethnologue s'interroge sur l'organisation spatiale de leur habitat, sur son agencement organisé. C Lévi-Strauss essaie de comprendre le sens des logiques spatiales en relation avec le mode d'organisation de la société dans son ensemble. En étudiant l'organisation spatiale de cette population, l'ethnologue se fait géographe.

La géographie est une discipline de compréhension et de fabrication du / des mondes communs. Si la sociologie analyse le système des faits sociaux totaux (le social n'est réel qu'intégré au système politique, religieux, économique, familial ...) la géographie étudie la matérialité des faits sociaux totaux dans l'espace.

D'où cette question : qu'est-ce que l'espace ? L'espace n'est pas qu'une étendue, c'est une surface sur laquelle il y a des projections de phénomènes sociaux. Loin du postulat de l'économie pour laquelle l'espace est homogène et les agents économiques ont des comportements rationnels sans lien avec l'espace sur lequel ils se trouvent, l'espace est au contraire une matière sur laquelle s'exerce des idées d'organisation, de théorie de l'édifice, de l'idéologie, du pouvoir.

Ainsi, la géographie s'occupe de savoir comment les sociétés s'organisent spatialement, comment elles agencent les réalités sociales, comment elles ordonnent les distances entre les bâtiments, les personnes, les lieux publics...

« L'espace n'est pas un contenant de la relation sociale, mais un contenu de la relation sociale ».

“Qu’est-ce que le communautarisme ?”

Ce travail doit beaucoup à un ouvrage que je recommande vivement, d’Agnès Rabagny-Lagoa, *Le communautarisme : la République divisible ?*, le titre est significatif, à deux numéros de la revue *L’Idée Libre*, « Droits des cultures, droit à la culture », n°267 de décembre 2004 et « Universalisme ou multiculturalisme ? », n°289 de juin 2010 et à quelques autres travaux de moindre importance.

Quand on parle de communautarisme, tout le monde se récrie, personne n’est pour.

Mais tout le monde parle de « communauté ».

Lisons quelques dépêches fournies par Internet le 20 septembre.

On parle de la « communauté internationale » à propos d’une intervention militaire au Mali, de « la communauté juive de Sarcelles », la « communauté musulmane » à Belleville, la « communauté nippone de Chine », la « communauté Emmaus », « Les Coptes aux Etats-Unis, une communauté modérée », l’acteur Zac Efron se dit « ravi d’être admiré par la communauté homosexuelle », enfin, « à la rentrée 2012 la communauté éducative a dû faire face à de nombreux actes de violences ».

C’est un terme qui désigne indistinctement les croyants d’une religion, une émigration, une alliance politico-militaire, une association, des personnes partageant la même orientation sexuelle ; enfin, ce terme permet de mettre sur le même plan parents, enseignants, élèves qui n’ont que d’autre point commun de fréquenter, même indirectement, un même lieu mais pas dans le même objectif.

Qu’en est-il du communautarisme ?

C’est un terme très récent, apparu dans le Robert seulement en 2004 pour qui il est « un système qui développe la formation de communautés (ethniques, religieuses, culturelles, sociales) pouvant diviser la nation au détriment de l’intégration. Contraire : individualisme, universalisme ».

[Texte complet de la conférence](#) ;

La République, une démocratie comme les autres ?

Entretien vidéo avec Jean-Marc Schiappa sur RLHD.TV (2012)

“Qu’est-ce que la dette publique ?”

Il est évident que ce sujet est en plein dans l’actualité. Alors que la crise planétaire que nous traversons aujourd’hui a été présentée d’abord comme la crise des subprimes en 2007, puis la crise bancaire et financière à partir de 2008, elle est devenue la crise de la dette, des dettes souveraines, autre nom des dettes publiques.

Le sujet d’aujourd’hui n’est pas de revenir sur cette façon de présenter la crise. Pour moi, il s’agit d’une façon factice de l’expliquer car cette crise, si elle se manifeste par ces phénomènes, plonge des racines dans le fonctionnement même du système capitaliste. Nous en dévoilerons néanmoins quelques aspects. Mais, ces phénomènes n’en sont que les symptômes.

En même temps, il nous faut nous pencher sur cette question de la dette publique et sur son corollaire qui est la question du déficit public car c’est indéniablement la nécessité absolue, devenue presque un impératif moral, de réduire l’une et l’autre qui est la justification suprême pour

faire passer toutes les politiques d'austérité les plus dures, remettre en cause tous ces acquis essentiels, conquis de haute lutte, rappelons-le, par le mouvement ouvrier, que sont le service public d'éducation, les autres services publics, les statuts, les conventions collectives et bien sûr, ce qui est au centre de toutes les politiques de rigueur, sans exception, à savoir la protection sociale et en particulier notre Sécurité Sociale. Toutes ces composantes de ce qu'on appelle dans l'économie officielle, le coût du travail subissent un laminage politique et médiatique au nom de la réduction de la dette et des déficits.

[Texte complet de la conférence](#) ;

Qu'est-ce que la philosophie de Nietzsche ?

[Qu'est-ce que la philosophie de Nietzsche ?](#)